L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 29 AOUT 1888.

OFFICIEL.

Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane.

Session Régulière de 1888.

No 156.] 1.01

Pour définir et réglementer le fonctionnement des entrepôts publics et l'émission des reçus d'entrepôt; pour définir et punir les violations de cet acte et pour rappeler toutes lois en conflit avec lui.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que le propriétaire ou administrateur de tout entrepôt « warehouse » public, que ce soit un individu, une raison sociale, une corporation, avant d'entreprendre aucunes affaires relatives au susdit entrepôt, se procurera, à la Cour Civile de District de la paroisse en laquelle cet entrepôt ou sont situés le dit ou les dits entrepôts, un certificat portant qu'il fait des affaires comme entrepositaire public conformément aux lois de cet Etat. Ce certificat sera émis par le greffier de la susdite cour, sur pétition écrite portant l'emplacement, le nom de tel entrepôt ou tels entrepôts, le nom de chaque personne individuelle y appartenant à la raison sociale, intéressée comme propriétaire ou comme principal dans l'administration de ceux ou de celui-ci. Si l'entrepôt est la propriété et sous la conduite d'une corporation, les noms du président, du secrétaire et du trésorier de la dite corporation seront énoncés, et le dit certificat conférera l'autorité de poursuivre et de diriger l'industrie d'un entrepôt public dans le sens qu'y attache le présent acte. Certifié officiellement sera rétractable par la cour prenant action, après jugement sommaire devant la dite cour, et sur plainte par pétition écrite de toute personne alléguant quelque violation de la loi, et après preuves satisfaisantes, sous que dans trois autres jours de présent de l'ajournement.

La personne recevant le certificat, ainsi qu'il y est ci-pourvu, soumis au même greffier dont elle aura obtenu, un cautionnement en faveur de l'Etat de la Louisiane, avec sécurité bonifié et solvable à la satisfaction dudit greffier, approuvé par la Cour, et s'élevant à la somme pénale de cinq mille piastres ($5000), répondant de la parfaite libération du porteur à ses devoirs comme entrepositaire public et responsable de tout dommage qui pourra être encouru par suite d'une violation de son office ou de son acte à toute personne ou personnes ayant droit à cette sûreté.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que tout refus de la part de ladite Cour Civile de District de se conformer à la présente section, sera considéré comme raison suffisante à la Cour Suprême de l'Etat pour émettre un writ de mandamus, ordonnant à la susdite Cour Civile de District de se conformer à la présente section, et la Cour Suprême est par le présent autorisée à émettre ledit writ de mandamus, sur pétition écrite de toute personne ou personnes intéressées, et sur preuve satisfaisante de la part de la Cour Suprême, que la susdite Cour Civile de District a refusé de se conformer à la présente section.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que le susdit certificat ne sera pas